

**RAPPORT N° 2024/1-21  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 15 février 2024**

**OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS**

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Suite au changement d'affectation de l'agent affecté sur le poste de chef de projet TCSP EST (devenu désormais projet BAOBAB), la CINOR a lancé une procédure de recrutement pour son remplacement. Suite à l'appel à candidatures, la seule candidate fonctionnaire s'est désistée et il convient désormais d'ouvrir également ce poste à la voie contractuelle. Le.la candidat.e retenu.e sera rémunéré.e en référence au cadre d'emploi d'ingénieur en chef territorial, en tenant compte notamment des fonctions occupées, de sa qualification, ainsi que de son expérience professionnelle.

Par ailleurs, il est proposé d'effectuer l'ajustement suivant :

Au sein de la bibliothèque intercommunale Alain Peters, le poste permanent, à temps complet, d'agent d'entretien (Catégorie C, grade d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe, filière technique) est modifié en un poste permanent, à temps complet de chargé.e d'accueil en bibliothèque (Catégorie C, cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine, filière culturelle). Le recrutement sur ce poste s'effectuera par voie statutaire. Toutefois, cet emploi pourra être occupé par un agent contractuel sur le fondement des articles L. 332-8 et L. 332-14 du Code Général de la Fonction Publique. La rémunération sera alors calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Il.elle sera chargé.e de l'accueil du public, de l'entretien des collections (réception, équipement, petites réparations), du contrôle de la qualité de la conservation. Il.elle gèrera notamment, les opérations de prêt et de retour et les inscriptions des usagers. Il.elle participera à l'acquisition et à la promotion des collections.

Enfin, La CINOR s'est engagée dans une démarche d'insertion des personnes en situation de handicap sur son territoire. A ce titre, la collectivité a identifié un besoin à la médiathèque intercommunale Aimée Césaire pour lequel elle peut créer un emploi permanent d'agent d'accueil en médiathèque relevant de la catégorie hiérarchique C et relevant du grade d'adjoint du patrimoine, à temps non complet, dont la durée mensuelle est définie comme suit, soit 69 heures mensuelles (en moyenne 17.25h/hebdomadaire). La durée du contrat ne pourra excéder la période correspondant à la durée de stage prévue par le statut particulier du cadre d'emplois.

A cet effet, il est proposé de créer un emploi permanent dans le cadre de l'article L.352-4 du Code Général de la Fonction Publique (Recrutement de personnes en situation de handicap). Les collectivités territoriales et leurs établissements ont la possibilité de recruter par contrat des personnes reconnues handicapées, bénéficiaires de l'obligation d'emploi instituée par l'article L5212-13 du code du travail. Ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux personnes ayant la qualité de fonctionnaire.

L'agent est recruté pour une période correspondant à la durée du stage prévue par le statut particulier du cadre d'emplois correspondant à l'emploi sur lequel il est recruté. Aux termes de ce premier contrat, L'autorité territoriale disposera de la faculté de la titulariser si le co-contractant est déclaré apte à exercer les fonctions.

**Missions** : Il. elle sera chargé.e :

- Des transactions de prêt/retour/prolongation de documents ;
- De la préparation et des réservations pour le service des prêts « Kliké-Trapé » à partir du portail internet ;
- Du rangement et classement des collections de l'espace musique et cinéma ;
- De l'équipement des documents (titreuse/encodage RFID) ;
- De l'accueil et de la gestion des réservations pour l'utilisation des box d'écoute CD, DVD et bornes de jeu vidéo.

Pendant le contrat, l'agent d'accueil percevra une rémunération équivalente à celle d'un fonctionnaire stagiaire issu du concours externe.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget 2024 de la collectivité, soit 120 000 € pour les 3 emplois cités ci-dessus.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver le recours à la voie contractuelle pour le recrutement du chef de projet BAOBAB en cas d'indisponibilité d'agents fonctionnaires pour ce poste ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20240215-BC2024-1-21-DE  
Date de réception en préfecture : 22/02/2024  
Date de réception en préfecture : 22/02/2024

- D'approuver les autres créations de poste indiquées dans le rapport et notamment la possibilité de recruter par contrat une personne reconnue handicapée bénéficiaire de l'obligation d'emploi instituée par l'article L5212-13 du code du travail. ;
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2024/1-21  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 15 février 2024**

**OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-21 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le recours à la voie contractuelle pour le recrutement du chef de projet BAOBAB en cas d'indisponibilité d'agents fonctionnaires pour ce poste ;

**ARTICLE 2**

D'approuver les autres créations de poste indiquées dans le rapport et notamment la possibilité de recruter par contrat une personne reconnue handicapée bénéficiaire de l'obligation d'emploi instituée par l'article L5212-13 du code du travail.

**ARTICLE 3**



D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 14 Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

22 FEV 2024

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



The stamp is circular with a double border. The outer ring contains the text "C.I.N.O.R." at the top and "Département de la Réunion" at the bottom, separated by two small stars. The inner circle contains the text "Communauté intercommunale du Nord de la Réunion".

Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20240215-BC2024-1-21-DE Date de télétransmission : 22/02/2024 Date de réception préfecture : 22/02/2024
--